



REDON
Ille-et-Vilaine



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE

RÉINVENTONS-NOUS

24 & 25
JUIN
2026

Soutenu par



Création: Pierre Lemerle - Cécile Miniac

RÉCIT



24 & 25 Juin 2026 Redon Ille-et-Vilaine

Soutenu par





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Séminaire Opérateurs Énergétiques Territoriaux et Citoyens

Essaimage et maillage des opérateurs citoyens : enjeux et perspectives

mercredi 25 juin 2026

24 & 25 Juin 2026 Redon Ille-et-Vilaine

Soutenu par



Cofinancé par
l'Union européenne



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Déroulé

Rappel du programme

Appropriation du sujet #1 - jeu de positionnement

Appropriation du sujet #2 - quelques apports

Etudes de cas

Pour une stratégie d'essaimage orientée acteurs ?

24 & 25 Juin 2026 Redon Ille-et-Vilaine

Soutenu par



Cofinancé par
l'Union européenne



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Préalable

- Veuillez noter que ces éléments ont été élaborés spécifiquement pour ces Rencontres et ne constituent pas une analyse définitive de notre mouvement ; ils sont le fruit de réflexions en cours et restent ouverts à enrichissement.
- Nous vous invitons à nous contacter pour toute suggestion ou bonification. Si vous souhaitez réutiliser ces contenus, merci de préciser qu'ils sont issus du programme OETC.

24 & 25 Juin 2026 Redon Ille-et-Vilaine

Soutenu par



Cofinancé par
l'Union européenne



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Déroulé



Rappel du programme

Appropriation du sujet #1 - jeu de positionnement

Appropriation du sujet #2 - quelques apports

Etudes de cas

Pour une stratégie d'essaimage orientée acteurs ?

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Qu'est-ce qu'un OETC ?

Une coopérative qui porte des projets de production labellisés par Énergie Partagée et assure des services énergétiques.

Ancrage territorial : Proximité forte avec les ressources locales (humaines, naturelles).

Assemblage de compétences : Salariat interne ou compétences mutualisées.

Gouvernance coopérative : Modèle de décision démocratique et ancré ESS.

Gestion durable : Pérennisation des communs énergétiques territoriaux.

Passer d'une approche projet (militant, montage ponctuel) à une démarche entrepreneuriale (stratégie, RH, modèle économique)



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Le constat Besoin d'assurer un maillage territorial des EnRC et besoin d'accompagnement des structures matures ou en capacité d'atteindre une maturité économique ayant une intention de changement d'échelle.

L'objectif Transformer les coops porteuses de projets en opérateurs solides en passant d'une logique de projets à une démarche plus entrepreneuriale.

Programme 2024-2025

Déploiement dédié aux "Opérateurs
Énergétiques Territoriaux et Citoyens (OETC)"

Le fil rouge Proposer une méthodologie d'accompagnement, muscler le rôle des accompagnateur·ices et en faire bénéficier les coops.

- Accompagnement individualisé (diagnostic, feuilles de route d'accompagnement, nouveaux outils).
- Capitaliser le savoir-faire d'accompagnement du mouvement.

Les financeurs et partenaires

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



3 modules d'accompagnement

Module Emergence

Intégrer les enjeux entrepreneuriaux dès le début, jeter les bases de la gouvernance et assurer les premiers développements

Module consolidation

Consolider le fonctionnement de l'opérateur et prendre le recul nécessaire pour identifier les trajectoires possibles à plus long terme.

Module changement d'échelle

Accompagnement au changement d'échelle par la diversification des filières, la coopération territoriale et le renforcement de l'impact social

Pour les accompagnateurs (18) : 3 formations collectives, une journée annuelle, une hotline individuelle à leur disposition, une boîte à outils par parcours.

Pour les OETC (28) : Diagnostics et accompagnements individuels réalisés par des experts de l'écosystème EnRC, l'accès à un centre de ressources et des espaces d'échanges, une rencontre annuelle.



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Les modules d'accompagnement

**Opérateurs Énergétiques
Territoriaux Citoyens :
Module Émergence**

[Consulter](#)

**Opérateurs Énergétiques
Territoriaux Citoyens -
Module Consolidation**

[Consulter](#)

**Opérateurs Énergétiques
Territoriaux Citoyens -
Module Changement
d'échelle**

[Consulter](#)

Fiches REX 12 OETC

**Retours d'expériences de
projets bois-énergie de
chaleur territoriale
renouvelable et citoyenne**

[Consulter](#)

**Retours d'expériences
d'Opérateurs Énergétiques
Territoriaux et Citoyens**

[Consulter](#)

Parcours accompagnateur.ices

**Comment accompagner les
Opérateurs Énergétiques
Territoriaux et Citoyens ?**

[Consulter](#)

Une liste mail salariés de coop

[Inscription](#)

4 vidéos de REX

sur les différentes dimensions du
changement d'échelle Pérenniser /
Approfondir / Diffuser

[Consulter](#)



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Ce qui est prévu en 2026-2027



Modèle économique

- Actualisation de l'étude sur le financement d'emploi via 4 ou 5 "typologies" de financements d'emplois
- Passer de BP "projets" à des BP "structure"
- Fin d'un cycle dans le PV/envie de mutualisation : guide pour fusionner / céder des actifs entre coopératives



Production d'une étude retombées positives des OETC chaleur



Pour les salariés de coops : Boîte à outils RH pour coops employeuses + liste mail + 3 visios



Accompagnement des accompagnateurs

- Poursuite des points bilatéraux avec Louise et Nicolas
- Sessions REX entre accompagnateur·ices
- Une visio prise en main BP projet chaleur
- Une formation des accompagnateur·ices 02/12/2026 Paris





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Déroulé

Rappel du programme

➔ Appropriation du sujet #1 - jeu de positionnement

Appropriation du sujet #2 - quelques apports

Etudes de cas

Pour une stratégie d'essaimage orientée acteurs ?

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Positionnement

Sur une ligne, “classez” vous en fonction de l'échelle de votre structure (de commune à France entière)

“Raconte-nous une situation concrète où la question du territoire de l'activité de ta société (ou d'une société accompagnée) a posé problème”



point de riz



point de jersey



point de mousse



point de côtes



point de damier



point de torsades



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Déroulé

Rappel du programme

Appropriation du sujet #1 - jeu de positionnement

➔ Appropriation du sujet #2 - quelques apports

Etudes de cas

Pour une stratégie d'essaimage orientée acteurs ?

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Quelques définitions...

Maillage	Répartition spatiale des opérateurs du mouvement et de leurs services. Généralement afin d'assurer une couverture équilibrée du territoire (national).
Ancrage	A la fois un processus et un résultat d'interactions entreprise <> territoire, fondé sur la création collective de ressources communes, spécifiques et localisées. Pas uniquement "local".
Spécificité	Ce qui est ici, et pas ailleurs (ressources par exemple)
Territoire	A la base, une étendue délimitée sur laquelle s'exerce un pouvoir (découpage administratif, espace étatique). Autre sens qui nous concerne plus : un espace socialisé, approprié par ses habitants : il est autre chose que l'espace, c'est une construction sociale. Il diffère selon les points de vue.
Bassin de vie	Le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants.



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Un peu d'histoire : énergie et territorialisation

Energie produite et consommée localement

très territorialisée. Communes actrices, certaines en régie directe (lien au communalisme), mais de plus en plus via des concessions (loi 1906)

Crise & développement des EnR

EnR comme alternatives au fossile, mais stratégie électro-nucléaire les relègue au 2nd plan. Mouvements anti-nucléaires (80'-90') poussent pour mix EnR, en lien avec idée d'une territorialisation de l'énergie. Plan bois-énergie (années 80' - 90'), plan solaire, ... Plus tard, stratégie européenne pousse pour EnR. France les introduit progressivement dans son mix dans les 2000' (en lien aux crises)

1ere moitié XXe

XIXe - début XXe

1970'

Centralisation progressive

Causes : effet d'échelles, concentration des opérateurs avec concessions, besoin standardisation, développement grands réseaux. Besoin de souveraineté parachève cette dynamique et pousse vers nationalisation et centralisation. Permettra nouvelles régulations (ex : péréquation tarifaire). Certaines communes conservent une forme de gestion directe via EPL.



RÉCIT

RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Libéralisation

"tout marché, moins d'état", poussé en France et Europe. Casse la logique d'intégration verticale et horizontale. État se retire d'Elf, total, EDF privatisée, GDF aussi, ouverture à la concurrence. Transformation d'un monopole public en un oligopole d'ex-opérateurs historiques. Y-compris dans la chaleur, jusqu'ici moins centralisée. Fenêtre d'opportunité pour de nouveaux entrants.

Plus de compétences aux collectivités

Du fait d'enjeux fonciers et patrimoniaux (terrains et bâtiments), sociaux (acceptabilité), d'aménagement (planification énergétique).

- Région cheffe de file climat-énergie + participation prod EnR électriques
- Département chef de fil précarité énergétique + participation prod EnR élec.
- Communes et interco planification + distribution gaz & élec + dev réseaux de chaleur et froid + MDE + production EnR.

1990'

2000'

Territorialisation

aspirations dès les 1960' à moins de contrôle, davantage de liberté. Plusieurs lois (1982-83, 2003-04, 2014-15, 2022). Aspirations à davantage de démocratie et d'un développement ancré aux "territoires" : prise en compte spécificités locales, mobilisation acteurs locaux (notamment via dispositifs participatifs).

1980'



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Un peu d'histoire : énergie et territorialisation

- **Aujourd'hui** coexistent ainsi plusieurs formes d'opérateurs, héritant de cette histoire et des rapports de force entre logiques communalistes, libérale et étatique :



Opérateurs privés

les historiques (constituant un oligopole dominant) et de nouveaux entrants, du régional au national, dans toutes les filières.



Opérateurs publics locaux

à l'échelle communale et intercommunale (entreprises locales de distribution en régie/SICAE/SEM, opérateurs de réseau de chaleur en régie/SEM/SPL) ; à l'échelle départementale (souvent en lien aux syndicats, parfois aux conseils départementaux) ; à l'échelle régionale (AREC).



Opérateurs issus de l'ESS

coop-EnR ou OETC, qui héritent à la fois des mouvements sociaux écologistes et du mouvement coopératif. **Hétérogènes : toutes filières, et échelles multiples : interco, département, région.**



RÉCIT

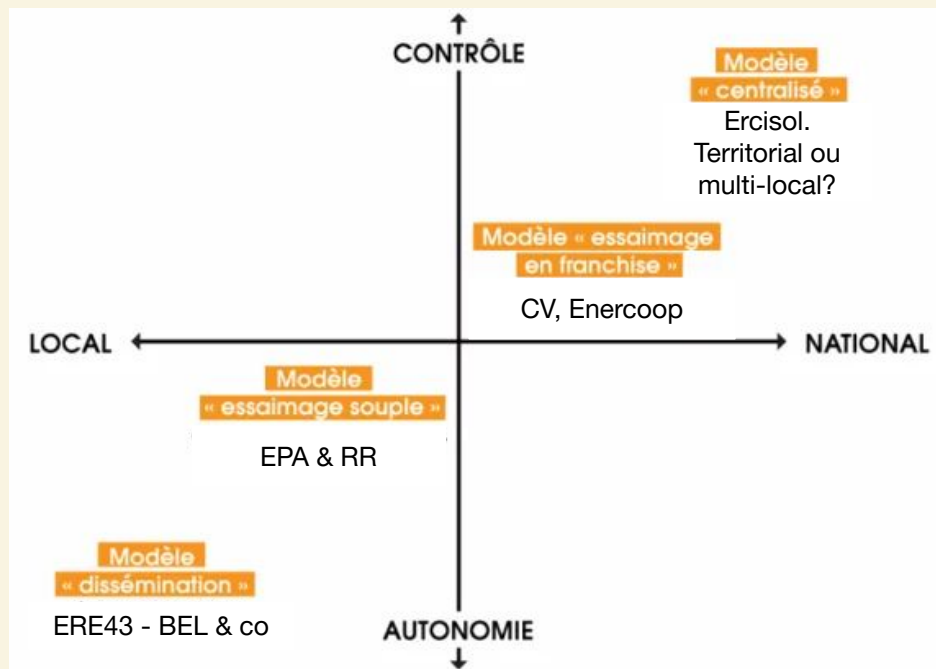


RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Constat #1 : des stratégies de diffusion diverses

Diffusion : plusieurs stratégies possibles ... et coexistantes dans le mouvement





RÉCIT



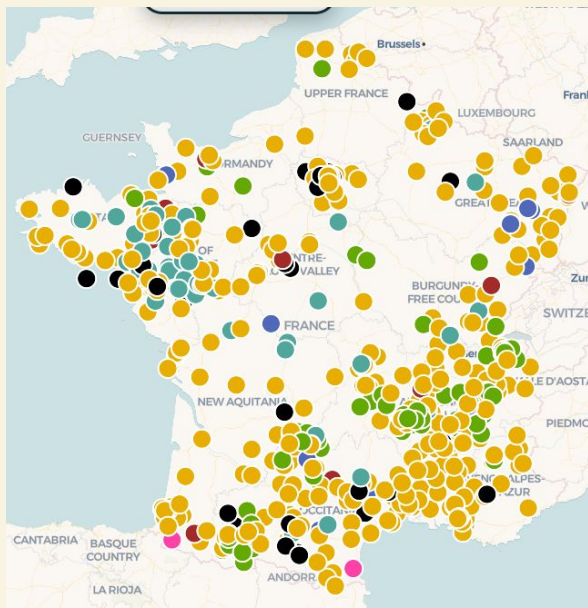
RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE

EPV
Energie citoyenne

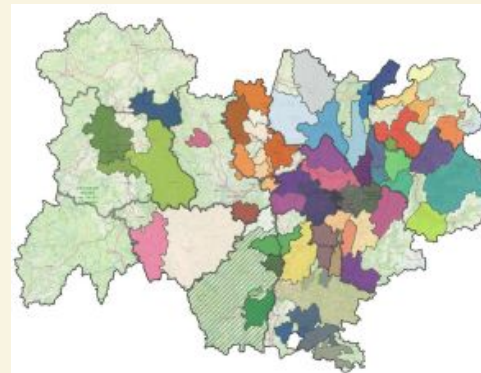
Taranis
Association pour le développement durable de la région de la Somme

Constat #2 : maillage accompagnement ou opérateurs

Dans EP, un maillage de l'accompagnement et un prisme "projet" au coeur de la stratégie initiale



VS.





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Constat #3 : les besoins de professionnalisation

- **Essoufflement bénévole**
- **Des trajectoires entrepreneuriales, aspirations à travailler dans le mouvement**
 - Envies de trouver ou construire un emploi dans les EnRs.
 - Relié historiquement à mouvement “vivre et travailler au pays”, plus récemment au développement de l'ESS et de formes d'engagement moins bénévoles et davantage professionnelles
- **Complexification des modèles pousse pour davantage de professionnalisation**
 - Rapport de consommation - vente d'énergie
 - Projets plus gros et plus risqués, plus complexes - moins duplicables facilement



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Constat #4 : modèles éco et professionnalisation

- **Deux grands types de modèles de sociétés EnR**
 - **Modèles “rentiers”**: SPV, grappe puis rente. Pas de développement continu. Dev et exploitation sont des postes de charges, pas de recettes. Salariat n'est pas la finalité. L'accompagnement est souvent central.
 - **Modèles “opérateurs”**: intégrant un développement continu, souvent l'exploitation également. Salariat fait partie des objectifs, en interne ou dans des structures proches. l'accompagnement est moins central, voire absent.
- **Dans tous les cas, du travail salarié est bien présent, dans tous les modèles :**
 - Dans le cas de modèles “rentiers”, salariat davantage dans les structures d'accompagnement (RR, EPI, ACV, autres)
 - Dans les modèles “opérateurs”, il se trouve au sein des sociétés, ou dans des partenaires intégrés



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Constat #4 : modèles éco et professionnalisation

- **Le seuil de viabilité des opérateurs dépend de leur modèle économique et notamment de la diversification et l'internalisation des opérations. Différentes typologies d'OETC :**
 - Les OETC diversifiés et très ancrés: Dwatts, EPV, ERE43. L'observation de ces acteurs tend à montrer qu'une viabilité est possible sur un territoire restreint (quelques intercommunalités) grâce à la diversification, mais qui repose sur une bonne agilité économique et un engagement important des membres.
 - Les OETC généralement peu diversifiés et moins ancrés. Ex : Forestener, Enercoop régionales, ACTTE, Cowatt

Il est donc **difficile de figer une maille** (par exemple, le département, l'intercommunalité, le pays, la Région) pour penser le maillage, **sans penser à la question des filières** (mono ou multi) **et du mode d'intégration des opérations** (assemblage, internalisation, ...).



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE

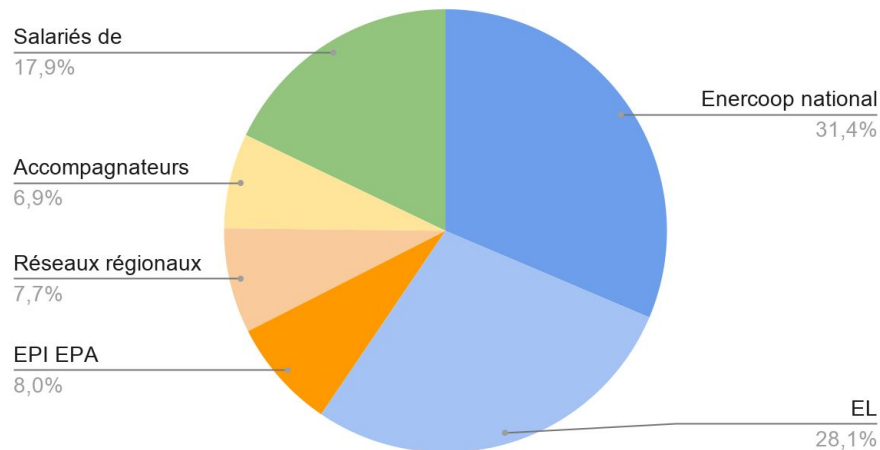


Constat #5 : une diversité de mode de portage et de mutualisation pour les postes

Quelque soit le modèle, il y a du travail salarié dans le mouvement de l'énergie citoyenne. Au dernier recensement juin 2026* on compte environ 630 personnes a minima équivalent à environ 550 ETP dont la moitié chez Enercoop et une 100ene dans des coopératives. Ces emplois sont dans diverses échelons et structures.

** la méthodologie sera améliorée pour savoir où s'arrête le décompte sur la chaîne de valeur, dans la sous-traitance etc*

Estimation de la répartition des salariés du mouvement de l'énergie citoyenne en 2026





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Constat #5 : une diversité de mode de portage et de mutualisation pour les postes

Les emplois pour les coopératives en particulier ont 4 type de configurations :

1. Modèle “internalisé” : emplois localisés au sein des OETC, souvent “mouton à cinq pattes” (au moins au début), dominantes animation et gestion de projets techniques.

Exemples : La Fruitière à Energies, Jurascic, Enercoop, BEL, Estera, Forestener (depuis 2025)

Variante : appui sur groupement d'employeur : appui au recrutement, portage administratif, suivi RH.

Exemples : Energy Citoyennes et CV Région Condrieu

2 . Modèle “groupe” : emplois localisés dans une entreprise filiale ou très proche, qui réalise une part significative de son CA au service de son OETC mère : développement, construction, gestion et suivi de l'exploitation.

Exemples : Impuls'ER ↔ Dwatts // Cosmos énergies & Meteor ↔ ERE43 // Site à Watts Développement ↔ EPV (jusqu'en 2021)



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Constat #5 : une diversité de mode de portage et de mutualisation pour les postes

3. Modèle “partenarial” : emplois localisés dans une entreprise partenaire, qui peut être ou non actionnaire de l'OETC, et propose à l'OETC dans le cadre d'un partenariat de long terme un certain nombre de services. *Exemples* : **CoopaWatt**  **coop citoyennes AURA** // **Enercoop**  **coop citoyennes**

4. Modèle “réseau” appui de l'OETC sur les salariés d'un réseau régional ou national. *Exemples* : **Réchauf**  **Energie Citoyenne** // **AssoCV**  **CV** // **Récit**  **Cowatt** // **ECLR Occitanie**  **2 coopératives**



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Problèmes et tensions relatifs au maillage

- **Tensions entre acteurs :**
 - cas de concurrence observés à l'échelle des opérateurs ;
 - concurrences possibles dans les stratégies des réseaux / acteurs structurants : Enercoop, CV, EPA, EPI. Également avec les réseaux d'acteurs publics
- **Tension objectif volume vs. objectif mobilisation citoyenne :** *"maximiser les MWh ne veut pas dire maximiser les citoyens mobilisés"*. Davantage de proximité facilite la mobilisation ?
- **Tension zone de chalandise vs. équilibre économique** (selon filières), notamment avec des modèles professionnalisés. Mais ancrage améliore capacité à sortir des projets sur un périmètre restreint.
- **Inégalités territoriales :** des territoires peu dotés en opérateurs vs. des territoires en quasi sur-capacité, malgré un maillage en termes de réseaux d'accompagnement.



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Problèmes et tensions relatifs au maillage

- Comment répondre à ces tensions et problèmes ?
- Quels éléments EP (et ses partenaires) pourrait intégrer à sa stratégie ?



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Déroulé

Rappel du programme

Appropriation du sujet #1 - jeu de positionnement

Appropriation du sujet #2 - quelques apports



Études de cas

Pour une stratégie d'essaimage orientée acteurs ?

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Etude de cas : 30 min en sous-groupes

- Quels acteurs étaient et sont autour de la table ?
- Quels types de projets avez-vous tenté d'essayer/de répliquer (filiales, taille, ...)?
- Quelle stratégie de maillage a été mise en place?
- Pourquoi (contexte, acteurs, ...)?
- Comment se déploie-t-elle?
- Cette stratégie peut-elle évoluer ?
- Comment cette stratégie se conjugue-t-elle avec la professionnalisation (ou sont les salariés? Impact sur l'ancrage territorial? Spécialisation/polyvalence?)
- A quel point c'est lié à ce territoire (spécifique)? Des éléments à répliquer?
- Points forts / point faible de cette stratégie ?

[Canvas à remplir](#)
[Etude de cas](#)



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Etude de cas : Centrales Villageoises

- **Acteurs** : Implication forte des PNR, menée par l'Agence Auvergne Rhône Alpes. mobilisation des collectivités territoriales.
- **Filière** : 95% PV toiture - mais les CV n'ont pas vocation à faire que de la prod d'énergie. Début de diversification sur mobilité, services aux habitants (conseils aux particulier PV et isolation, achat groupé de kit PV et de granulés bois), solaire thermique.
- **Territoire** : notion de bassin de vie (zones montagneuses), première initiatives dans des zones plutôt rurales. La CV doit définir son territoire d'action quand elle rentre dans le réseau + enjeu que les CV ne se marchent pas dessus.
- **Zones de chalandises différentes** : de 5 000 habitants // 5 communes à 100 000 habitants // 100 communes // 3 EPCI. Notion hétérogène car ce sont les CV qui autodéterminent leur territoire d'action. **Souvent choix taille intercommunalité qui est choisi.**
- **Evolution possible** : L'asso CV met en garde sur des territoires d'action trop grand : conseil d'avoir une SAS territoriale + des groupes d'animation locaux. Pour l'instant l'Asso CV persiste à encourager d'avoir des structures locales car on atteint toujours un peu les mêmes seuils critiques en termes de mobilisation bénévoles et levée de fond avec un terrain de jeu plus petit.
- **Mutualisation à travers de l'asso CV** : offre de certains services est intrinsèque au modèle Asso CV (des partenariats dédiés comme expertise comptable)
- **Regroupement** : rapprochements de futures structures en création avec une CV qui existe déjà - rejoint le conseil de gestion et fait de l'animation locale = mais vient toujours du territoire local et pas de la SAS qui veut s'étendre. **Fusion** : pas d'expérience, sujet qui émerge sur un cas de figure de 2 CV voisines
- **Professionnalisation** : 5 salariés dont 1 partagé entre 3 CVS



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Etude de cas : RECIT

- Recrutement pour faire émerger des opérateurs chaleur dans la région PdL. Poste avec expérience passée dans le secteur, connaissances techniques. 3 expérimentations stratégiques suivies : s'appuyer sur les coop élec existantes (compliqué), partir de zéro, ou s'appuyer sur les collectivités.
- Concrètement, cela germe à plusieurs endroits :
 - Nord 44, avec des acteurs motivés par projets citoyens (TE44, ex-SCIC bois-énergie, CCR-T local, maillage citoyen qui peut amener des compétences, EPV, une thématique autour de la haie et de la préservation de la biodiversité). CHoCOBN-44
 - Mayenne bois-énergie (MBE), envie de diversifier vers énergie, avec autres acteurs intéressés : CCR-t, FDCUMA
 - Maine-et-Loire, avec société citoyenne ECLEM, avec expérimentation en cours avec rénovation, prod élec avec boucle acc, et production de chaleur.
- On voit une adaptation contextuelle aux acteurs moteurs, en partie déjà dans le secteur des EnRc. A voir par la suite les modèles organisationnels & place des salariés : un peu tôt. Une salariée dans MBE, recherche de financement pour amorçage pour CHoCOBN-44
- Logique de maillage en fonction du territoire d'intervention des acteurs, ici souvent le département. Pas de concurrence. La Région semble trop large pour penser mutualisation, la comcom trop petit : la maille départementale semble bien pour bâtir un modèle économique.



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE

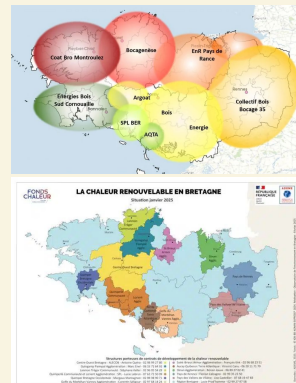
EPV
Énergie Partagée
Énergie citoyenne

Taranis
Énergie Partagée



Etude de cas : AILE

- Agence de l'Énergie régionale Bretagne a travaillé sur la structuration de l'offre appro bois via accompagnement d'initiatives publiques et privées partant d'agriculteur > déjà là des questions de maillage se posaient - depuis fin des années 2020 ou ils atteignent un plafond => décision d'accompagner les territoires concernés pour évoluer sur des offres de chaleur clé en main
- Aussi, maillage au niveau des aides/animation avec les Contrat Chaleur Renouvelable
- Pas eu de politique de maillage imposée pour les OETC, mais basé sur les acteurs existants. Selon les cas, SCIC ou SPL ont pris le sujet (ou émergé). Encore des territoires non-couverts. Donc début de maillage entre opérateurs publics et coopératifs. Maille qui va d'agglomération ville (ex : Lorient, 200 khab) à département (chaleur d'ici, 35).
- Les SPL ont davantage d'ingénierie en interne, standardisent leurs pratiques (contrats DSP, statuts). Pour les SCIC, plus d'accompagnement nécessaire
- Professionnalisation : à la base, sur le volet bois-combustible, 1 etp = 5000 T. Là où ça a accéléré avec la logique opérateur, notamment avec en SPL portage public : développement très rapide (en grappe) permet internalisation de plus de tâches (2 - 5 salariés). Portage initial public permet déclenchement rapide. Dans SAS/SCIC : professionnalisation plutôt via externalisation (partenaires proches / cofondateurs), développement plus lent.





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Analyse comparée

- **La maille est souvent déterminée par les acteurs qui sont à l'émergence** : une comcom', une agence de l'énergie locale, une SCIC existante opérant à la maille départementale, ...
- **L'articulation "maille <> zone de chalandise" varie** : la maille semble pouvoir être d'autant plus fine que le portage par les acteurs locaux (notamment publics) et fort, pouvant sécuriser de l'activité (ex : SPL Lorient, 15 etp sur une aggro 200 khab);
- **Il n'y a pas de vérité du type "plus la maille est large, plus il y a de projets", mais il y a des limites inf. en-dessous desquelles la viabilité est impossible.** A vérifier empiriquement : 200 khab semble une base raisonnable minimale pour penser une activité basée sur le développement de projets, mais nécessite un portage fort et une implication salariée/développeur;
- **Un maillage public-coopératif (SPL, SEM, SCIC, SAS) semble possible**, comme en Bretagne, mais serait-il pour autant souhaité ou accepté dans d'autres régions ?



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Déroulé

Rappel du programme

Appropriation du sujet #1 - jeu de positionnement

Appropriation du sujet #2 - quelques apports

Etudes de cas



Pour une stratégie d'essaimage orientée acteurs ?

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Recommandations pour EP autour des questions de maillage

#1 - Accompagner des entreprises, et plus seulement des projets citoyens

- Changement dans la posture d'accompagnement ? Changement de rôle des RR ? Plus de compétences d'accompagnement d'entreprises ?
- Fléchage des subventions ou fond EPI vers les entreprises
- Discours sur bénévolat et emploi, modèles économiques





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Recommandations pour EP autour des questions de maillage

#2 - Cadrer les relations entre opérateurs et faciliter les coopérations

- Non-concurrence au sein du mouvement;
- Aller plus loin sur les mutualisations d'outils-métiers;
- Clarifier l'articulation des stratégies CV-EP-Enercoop;
- Clarifier les stratégies entre le mouvement les les opérateurs publics (concurrence / collaborations);



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Recommandations pour EP autour des questions de maillage

#3 - Organiser un maillage territorial

- Articuler vision nationale et stratégie régionale pour produire des feuilles de route en matière de développement, associant les opérateurs existants;
- Creuser les pistes de mutualisation RH
- Pour les territoires non-couverts : mieux penser la question du maillage concernant les entreprises





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Nous contacter

Louise Balmer



CoopaWatt

Accompagnement d'opérateurs
énergétiques citoyens dans le domaine
de l'électricité renouvelable en régions
AURA et BFC

louise.balmer@coopawatt.fr

Nicolas Lepin



Cosmos Energies

Chargé de projets chaleur
Accompagnement d'opérateurs énergétiques
dans le domaine de la chaleur en France.
Doctorant, spécialisé sur les coopératives d'EnR
nicolas.lepin@cosmos-energies.fr

Bérengère Mème



Energie Partagée

Pôle Animation nationale, Responsable
expertise, en charge du programme
OETC, coordination des 14 réseaux
régionaux

berengere.meme@energies-partagee.org

Avec le soutien de



En partenariat avec





RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Annexes

24 & 25 Juin 2026 Redon Ille-et-Vilaine

Soutenu par



Cofinancé par
l'Union européenne



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Un peu d'histoire : énergie et territorialisation

→ XIXe - début XXe

L'énergie est produite et consommée localement, très territorialisée. Communes actrices, certaines en régie directe (lien au communalisme), mais de plus en plus via des concessions (loi 1906)

→ Première moitié XXe

Centralisation progressive. Causes : effet d'échelles, concentration des opérateurs avec le régime des concessions, besoin de standardisation, développement des grands réseaux. Besoin de souveraineté va parachever cette dynamique et pousser vers la nationalisation et la centralisation. Permettra de nouvelles régulations comme la péréquation tarifaire. Certains communes conservent une forme de gestion directe via EPL.



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Un peu d'histoire : énergie et territorialisation

- Seconde moitié XXe : évolutions du secteur
- Crise & développement des EnR : années 1970', EnR comme alternatives au fossile, mais stratégie électro-nucléaire les relègue au second plan. Mouvements anti-nucléaires (1980'-90') poussent pour mix EnR, en lien aussi à l'idée d'une territorialisation de l'énergie. Plan bois-énergie (années 80' - 90'), plan solaire, ... Plus tard, stratégie européenne pousse pour EnR, et la France les introduit progressivement dans son mix dans les années 2000' (en lien aux crises aussi)
- Libéralisation : années 1980', idée du "tout marché, moins d'état", poussé en France et Europe. Casse la logique d'intégration verticale et horizontale. État se retire d'Elf, total, EDF privatisée, GDF aussi, ouverture à la concurrence. Transformation d'un monopole public en un oligopole d'ex-opérateurs historiques. Y-compris dans la chaleur, jusqu'ici moins centralisée. Fenêtre d'opportunité pour de nouveaux entrants.
- Territorialisation : aspirations dès les années 1960' à moins de contrôle, davantage de liberté. Plusieurs lois (1982-83, 2003-04, 2014-15, 2022). Aspirations à davantage de démocratie et d'un développement ancré aux "territoires" : prise en compte des spécificités locales, mobilisation des acteurs locaux (notamment via des dispositifs participatifs).



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Un peu d'histoire : énergie et territorialisation

- Années 2000' : collectivités se voient accorder de plus en plus de compétences, du fait d'enjeux fonciers et patrimoniaux (terrains et bâtiments), sociaux (acceptabilité), d'aménagement (planification énergétique).
 - ◆ Région cheffe de file climat-énergie + participation prod EnR électriques
 - ◆ Département chef de fil précarité énergétique + participation prod EnR électriques
 - ◆ Communes et interco planification + distribution gaz & élec + dev réseaux de chaleur et froid + MDE + production EnR.



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Modèle “rentier” - basé sur la vente de l'énergie à tarif fixe

- Projet type :
 - gros projet porté par une SPV ;
 - grappe PV “one shot”.
- Pas de nécessité économique de sortir des projets continuellement
- Le développement et l'exploitation sont des postes de charge, pas de recette; l'argent sort de la société, le travail est effectué soit bénévolement, soit par des structures connexes, souvent externes au mouvement EnRC pour tout ce qui relève du chantier et terrain
- S'il y a des postes salariés, souvent sur subventions, et ponctuel
- Le salariat n'est pas l'objectif

Modèle “développeur exploitant”- basé sur la valorisation de prestations sur (toute) la chaîne de valeur

- Projet type :
 - Dwatts - Impuls'ER
 - Tous les opérateurs chaleur
 - EPV & son écosystème
 - Projets d'ACC grande échelle
- Le développement, la construction et l'exploitation peuvent être des postes de charges ET de recettes;
- Le salariat est souvent un des objectifs, porté en interne ou dans des structures proches, intégrées

Dev-TH

Dev-PV
autoconso

Dev-PV AO



Maillage projets ou structures ?

RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE

RÉCIT



L'observation des pratiques permet de formuler les hypothèses suivantes : **le seuil de viabilité des activités dépend de leur modèle économique et notamment de la diversification et l'internalisation des opérations. On observe que plus l'opérateur intégrera de maillons de la chaîne de valeur, et/ou diversifie ses activités (PV, thermique, MDE) moins il aura besoin d'un grand volume de projets et d'un grand territoire pour viabiliser son activité, et inversement. On peut ainsi dégager différentes typologies d'OETC :**

- **Les OETC diversifiés et très ancrés:** Dwatts, EPV, ERE43. L'observation de ces acteurs tend à montrer qu'une viabilité est possible sur un territoire restreint (quelques intercommunalités) grâce à la diversification, mais qui repose sur une bonne agilité économique et un engagement important des membres.
- **Les OETC généralement peu diversifiés et moins ancrés.** C'est le cas de Forestener par exemple dans les Alpes, qui s'appuie sur les sociétés locales pour faire participer les citoyens indirectement. Les Enercoop régionales pourraient être catégorisées ainsi. On peut aussi mettre dans cette catégorie ACTTE en Occitanie, Cowatt en Pays de la Loire, qui s'appuient également sur des communautés locales, mais centralisent certaines ressources (financières, RH).

Il est donc difficile de figer une maille (par exemple, le département, l'intercommunalité, le pays, la Région) pour penser une division territoriale viable, sans penser à la question des filières (mono ou multi) et du mode d'intégration des opérations (assemblage, internalisation, ...).

24 & 25 Juin 2026 Redon Ille-et-Vilaine

Soutenu par



Cofinancé par
l'Union européenne



RÉCIT



RENCONTRES DE L'ÉNERGIE CITOYENNE



Débat mouvant pour conclure?

- Une loi sur la décentralisation de l'autorité sur l'Energie est travaillée en France : elle propose la création de régie départementales gérées par les SDE. Ces régies sont des structures qui ont vocation à développer, investir et exploiter des moyens de production d'énergie. Leur capital est ouvert aux habitants mais c'est les collectivités qui ont la majorité des pouvoirs. Etes vous favorable à cette proposition ?
-